

**RAPPORT N°2023/6-03  
au Bureau de la Communauté  
en séance du jeudi 02 novembre 2023**

**OBJET : APPROBATION D'UN ACCORD DE CONFIDENTIALITE ENTRE LA CINOR ET DIONE0 DANS LE CADRE DU PROJET DE REHABILITATION DE L'USINE DE TRAITEMENT D'EAU POTABLE DE BELLEPIERRE**

**-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -**

La SEMOP DIONE0 exploite les usines de potabilisation du service d'eau potable de la commune de Saint-Denis par le biais d'un contrat de délégation de type affermage.

A ce titre, la CINOR souhaite engager avec DIONE0 des discussions, mener des évaluations et/ou des négociations pour la réalisation du projet de réhabilitation de l'Usine de Traitement d'Eau Potable de Bellepierre.

Ces échanges nécessitent la communication d'informations confidentielles portant notamment sur les données relatives au futur marché de conception réalisation éminemment concurrentiel.

Ces transmissions entre la CINOR et DIONE0 impliquent la signature d'un accord de confidentialité. Par cet accord, la partie qui reçoit les informations confidentielles s'engage à garder strictement secret et à ne pas divulguer ou communiquer à des tiers, par quelques moyens que ce soit, les informations confidentielles qui lui seront transmises. Les informations confidentielles obtenues ne pourront être utilisées que pour l'exécution de l'objet de l'accord de confidentialité.

L'accord de confidentialité ci-annexé prendra effet à la date de sa signature et jusqu'à l'achèvement des travaux de réhabilitation de l'usine de traitement d'eau potable de Bellepierre.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- 1) Approuver les termes de l'accord de confidentialité annexé au présent rapport ;
- 2) Autoriser le Président à signer ledit accord de confidentialité avec la société DIONE0

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**

**DECISION N°2023/6-03  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 02 novembre 2023**

**OBJET : APPROBATION D'UN ACCORD DE CONFIDENTIALITE ENTRE LA CINOR ET DIONE0 DANS LE CADRE DU PROJET DE REHABILITATION DE L'USINE DE TRAITEMENT D'EAU POTABLE DE BELLEPIERRE**

**-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédent 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n°2023/6-03 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
DECIDE**

## **ARTICLE 1**

D'approuver les termes de l'accord de confidentialité ci-annexé entre la CINOR et la société RUNEO ;

## **ARTICLE 2**

D'autoriser le Président à signer ledit accord de confidentialité avec la société DIONE0

Nombre de votants : 14 Suffrages exprimés : 14 Vote pour : 14 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

---

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**